

Lien social et Politiques

Se radicaliser au pays des radicalités : les bifurcations populaires au Venezuela de Chávez

Federico Tarragoni

Radicalités et radicalisations
Numéro 68, automne 2012

URI : id.erudit.org/iderudit/1014807ar
DOI : [10.7202/1014807ar](https://doi.org/10.7202/1014807ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN 1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tarragoni, F. (2012). Se radicaliser au pays des radicalités : les bifurcations populaires au Venezuela de Chávez. *Lien social et Politiques*, (68), 101–117. doi:10.7202/1014807ar

Résumé de l'article

Le Venezuela chaviste est aujourd'hui l'une des avant-gardes de la radicalité globale. Mais si l'on se recentre sur les bifurcations politiques des acteurs, quel type de reconfigurations identitaires trouve-t-on entre une radicalité bolivarienne tendant à intégrer une doctrine d'État et des redéfinitions incessantes de la radicalité en milieu populaire, parmi l'électorat de Chávez ? Quels processus de radicalisation s'offrent au regard du sociologue dans les quartiers populaires des barrios ? Interroger les dynamiques de radicalisation, impliquant de nouvelles « entrées » et « sorties » de la radicalité en milieu populaire, sera ainsi l'occasion de jeter un éclairage inédit sur les rapports ordinaires des « dominés » au politique.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Se radicaliser au pays des radicalités : les bifurcations populaires au Venezuela de Chávez

FEDERICO TARRAGONI

Agrégé de sciences économiques et
sociales

ATER en sociologie

Université Paris 7 Denis Diderot

Centre de sociologie des pratiques

et des représentations politiques

(CSPRP – Université Paris 7 Denis
Diderot)

Doctorant contractuel en sociologie

Institut des dynamiques historiques

de l'économie (IDHE – Université

Paris 10 Nanterre)

Revendiquée comme *exemplum* de la nouvelle radicalité politique globale, l'évolution du Venezuela entre les années 1990 et 2000 peut également être lue à l'aune d'une radicalisation progressive des comportements politiques, du système partisan et des politiques de l'État. La délégitimation de la démocratie de Punto Fijo (1961-1998), qui scellait l'alternance au pouvoir de deux partis, l'AD (social-démocratique) et le COPEI (social-chrétien), « consociés » (Pizzorno : 1995) avec les acteurs sociaux institutionnels (CTV et FEDECAMERAS, les deux principales centrales syndicales du pays) et la technocratie de l'industrie pétrolière nationalisée (PDVSA), a ouvert progressivement une brèche à l'intérieur de la vie politique nationale. D'une part, les quartiers populaires des *barrios*¹ ont fait irruption de manière violente dans la sphère publique nationale, à partir de l'émeute connue sous le nom de *Caracazo* : le 27 février 1989, les habitants des *barrios* de la capitale se soulèvent contre la hausse des prix des transports négociée par le président Pérez avec le FMI et se livrent à un pillage généralisé. De l'autre, la radicalisation concomitante d'une fraction des Forces armées nationales chargées de réprimer « la populace » du *Caracazo* a abouti à deux coups d'État avortés en 1992 (Langue, 2002) : ces jeunes officiers – dont le lieutenant Chávez – ayant prononcé en 1982 le serment du Samán de Guère et constitué l'EBR-200 (*Ejército bolivariano revolucionario-200*) voient dans

1. Espaces périurbains connotés négativement par rapport au monde dominant de la *ciudad*.

la «répression du peuple» de 1989 le signe d'une crise historique et d'une refondation à venir².

L'émergence du chavisme³ est donc à situer à la confluence de ce double processus de radicalisation des classes populaires des *barrios* et d'une armée qui a toujours revendiqué un rôle d'indépendance politique envers l'État démocratique (Irwin et Langue, 2005). Ces deux processus de radicalisation débouchent sur l'implosion d'une démocratie réduite à son procéduralisme, aliénée aux institutions financières internationales et critiquée pour son incapacité à assimiler le «peuple pauvre des *barrios*». En transformant sa tentative putschiste de renversement de la démocratie de Punto Fijo en ambition électorale, l'ex-lieutenant Chávez crée un parti radical, se situant à l'extrême du spectre politique et aspirant, par cette radicalité, à le reconfigurer totalement. Le MVR (*Movimiento V Republica*), évolution de l'EBR-200, est un parti révolutionnaire de refondation démocratique projeté vers la création d'une «V^e République», définissant par là même tout un champ politique «réactionnaire». Une fois les élections gagnées, cette refondation s'achemine vers la voie constitutionnelle : la nouvelle Constitution de la République bolivarienne du Venezuela consacre la «démocratie participative, populaire et protagoniste» et l'inclusion des classes populaires dans la gestion de l'État par le biais d'une décentralisation des politiques publiques. Cependant, la montée des tensions politiques entre parti au pouvoir et l'opposition engendre, à la suite d'un coup d'État avorté de la droite en avril 2002, une nouvelle radicalisation, différente de celle «fondationnelle» de l'EBR-200 puis du MVR. Le chavisme tend à devenir plus intransigeant, à se transformer en doctrine d'État, à resserrer le contrôle sur les quartiers populaires des *barrios* qui lui étaient largement acquis depuis 1992 et le «*por ahora*⁴». La radicalité, d'imaginaire permettant aux exclus d'accéder au politique par la révolution, devient une norme à laquelle se confronter : toute une dialectique entre radicalité d'État et radicalité populaire se met en place, propice à l'observation des trajectoires de radicalisation. Comment les

-
2. Les fondateurs de l'EBR-200 pensaient qu'en inscrivant dans le nom de leur mouvement radical nouveau-né la référence à la naissance de Bolívar (dont ils célébraient le bicentenaire) ils allaient inaugurer un nouveau cycle historique (Müller Rojas, 2001).
 3. Il faut garder à l'esprit que cette expression qui dénote dans les sciences sociales vénézuéliennes et internationales le processus politique en cours au Venezuela (l'expression date de 1996 et est contemporaine de la percée du MVR dans l'opinion publique nationale) a été produite par les acteurs boliviens, puis elle a fait l'objet d'une réappropriation par le champ scientifique. Maintenant, elle désigne de manière neutre le système et le processus politique en cours au Venezuela.
 4. À la suite de son coup d'État failli en 1992, le jeune lieutenant Chávez fit une brève apparition à la télévision, en demandant aux militaires rebelles qu'il encadrait d'abandonner leurs positions tout en reconnaissant que «pour le moment» («*por ahora*») les objectifs du putsch (renverser le gouvernement de Pérez) ne pouvaient pas être atteints. Ce geste d'une très grande efficacité médiatique irrigua l'attente d'une délivrance politique à venir parmi les classes populaires.

acteurs populaires des *barrios*, bastion électoral du chavisme, pensent-ils leur radicalité ? Quelles ruptures biographiques soutiennent l'entrée en radicalité ? Quel type de négociations peut-on observer avec une police gouvernementale définissant, par tout un jeu d'inclusions et d'exclusions, une normalité et une pathologie radicale ? Comment les acteurs font-ils jouer cette radicalité dans le quotidien, dans les interactions et les contextes de sens qui forment leur « monde vécu » ? Quelles dynamiques de stabilisation et de remises en cause peut-on observer ?

L'étude des trajectoires de la radicalité populaire, comportant des entrées et des sorties, des négociations identitaires incessantes, s'avère être un moyen d'expliquer la radicalité politique avec une perspective sociologique : les militants des *barrios* accèdent au politique par une « entrée en radicalité » et doivent *ipso facto* négocier cette radicalité « personnelle » à l'égard de la norme radicale du gouvernement et des représentations négatives de la radicalité (violente, menaçante, irrationnelle)⁵. Tout un jeu de décalages, de déplacements, d'écarts vis-à-vis de la norme et de son envers s'offre alors à notre regard : si dans les vingt-cinq entretiens et récits de vie recueillis dans le *barrio* « 23 de enero » (Caracas) ces militants racontent leur entrée en radicalité et la signification personnelle de leur trajectoire de radicalisation, ce n'est que par l'observation participante et le décryptage des interactions avec les voisins que l'on peut reconstruire ces décalages, ces « plis » de la radicalité. Car, loin d'être autonome de la vie ordinaire des individus, la radicalisation s'inscrit dans l'intimité des acteurs. Aussi allons-nous voir comment ces militants populaires font de la radicalité un thème central de leur vie, pour ensuite observer la variété des formes de renégociation de la radicalité : entre le premier et le deuxième temps de la démonstration, nous pourrions ainsi passer d'une étude des bifurcations radicales à une analyse processuelle des évolutions de la radicalité.

5. Il s'agit alors de voir dans la radicalité « une des issues possibles » des processus de radicalisation, « faire entrer dans l'analyse les luttes de définitions et de stigmatisations intellectuelles et politiques dont le phénomène est l'objet – celles qui ont lieu sur le moment, celles qui ont lieu après coup ; repérer les variations des interprétations et les fluctuations des représentations sur ce qu'il est autorisé de faire ou d'être, envisageable de dire ou ne pas dire ; prendre au sérieux l'événement et ce qui se produit du fait même de son accomplissement » (Collovald et Gaïti, 2002 : 18). Ce faisant, on se ménage une porte d'entrée dans des processus sociaux considérés comme « sales » par la sociologie, qui s'en interdit *de facto* la compréhension : ainsi la sociologie politique vénézuélienne, hormis de rares exceptions, saisit la « radicalité » populaire par des batteries d'enquêtes sur les « valeurs démocratiques », censées sceller l'ethnocentrisme de classe qui régit leur construction par l'observation d'une adéquation parfaite entre le radicalisme chaviste et la « personnalité autoritaire » des habitants des *barrios* (Arenas et Calcaño, 2006 : 34-51). Leur conclusion unanime est que les classes populaires se sont radicalisées de longue date (avec le *Caracazo*) et que le chavisme leur a offert une voie de canalisation de leurs pulsions violentes et autoritaires.

Le protocole théorico-méthodologique de l'enquête

L'enquête a été menée au sein des Conseils communaux de planification publique, comités locaux institués en 2007 par le gouvernement de Chávez, dans le cadre du tournant « participatif » du nouveau « socialisme du XXI^e siècle ». Se greffant à des formes de participation anciennes en milieu populaire, impulsées de manière concomitante à la radicalisation émeutièrre des quartiers populaires dans les années 1980 (comités thématiques « d'eau » ou « de terre », chargés de résoudre collectivement les problèmes d'infrastructures, d'assainissement et de régularisation du foncier, organisations d'autogestion, coopératives), les Conseils communaux doivent cogérer avec le gouvernement les politiques urbaines dans les *barrios*. À leur tête, on trouve des militants élus par la communauté pour faire office de médiateurs entre la communauté des voisins et les différents ministères : les leaders communaux doivent alors repérer les besoins plus urgents, les traduire en projets de développement, demander des financements et en assurer la réalisation en faisant appel à des entreprises souvent situées dans le *barrio*. Ce sont les leaders communaux du *barrio* « 23 de enero », périphérie de l'ouest de la capitale connue pour sa forte participation au *Caracazo* et terrain de la guérilla urbaine des années 1970 des *Tupamaros*, qui ont été choisis pour nos deux enquêtes entre 2007 et 2011 sur les radicalisations populaires. La greffe dans les trajectoires de ces militants de *barrio*, entre une radicalité *guerrillera* ancienne, le militantisme associatif puis la participation au *Caracazo*, et l'adhésion stable du *barrio* à la radicalité chaviste confirmée par les données électorales entre 1999 et 2007 nous plaçaient dans les meilleures conditions pour analyser les dynamiques de radicalisation. Les vingt-cinq récits de vie collectés sur ces militants populaires, ainsi que l'observation participante des assemblées communautaires en présence des voisins, ont été décryptés avec deux prismes : d'une part, une attention particulière a été portée aux bifurcations militantes, reliées à une rupture biographique et générant une nouvelle identité politique ; d'autre part, l'analyse dynamique des croyances et des identités attachées au maintien ou à la sortie du régime de radicalité. Le premier prisme éclaire la radicalité comme une forme à part entière d'accès au politique d'acteurs traditionnellement exclus du jeu politique. Le second montre que la radicalité, sa stabilité identitaire, n'est que l'un des résultats du processus de radicalisation, dans la mesure où ce dernier engage tout un jeu de négociations, de preuves et de vérités qui amènent l'acteur à revoir ses croyances radicales et à reconfigurer son identité politique.

DU RADICALISME CHAVISTE

AUX BIFURCATIONS RADICALES DES ACTEURS POPULAIRES

Le lieutenant Chávez remporte largement les élections de 1998 avec 56,45 % des voix, laissant loin ses adversaires. Son soutien électoral inclut les principaux acteurs politiques radicaux de la démocratie de Punto Fijo : le PCV (*Partido comunista venezolano*) resté sur des positions orthodoxes même après la chute du mur de Berlin, les populistes de l'Union du peuple vénézuélien (UPV) liés à la figure haute en couleur de la *pasionaria* plébéienne Lina Ron,

les militants de la guérilla nationale et urbaine reconvertis à la vie démocratique après les années 1970, les courants de la gauche anarcho-syndicaliste formés au sein du pôle industriel guyanais dans les années 1980, les militants de *barrio* soucieux d'éveiller à la conscience politique les communautés populaires et les fractions insurgentes des Forces armées nationales. Cet amalgame d'acteurs et de traditions politiques irrigue la radicalité d'un parti, le MVR, qui s'achemine progressivement, entre 2000 et 2004, vers une institutionnalisation de la radicalité débouchant sur la conversion en PSUV (*Partido socialista unido de Venezuela*) en 2007. La nouvelle priorité du parti chaviste au pouvoir depuis une décennie est désormais « l'unité », le consensus, ce qui amène le nouveau-né PSUV à remplacer l'ancien rêve de la V^e République en invoquant le rassemblement derrière le *Comandante* Chávez. La radicalité d'un parti qui, de par son positionnement aux extrémités du champ politique national, avait entièrement reconfiguré le spectre politique tend alors à se cristalliser en norme chargée d'opposer *insiders* et *outsiders*, partis « révolutionnaires » et « contre-révolutionnaires », et devant séparer le bon grain « bolivarien » de l'ivraie « réactionnaire ». L'évolution du MVR en PSUV, de parti *radical* à parti aspirant à monopoliser *la radicalité* et à en faire une nouvelle norme distinctive dans le champ politique (Ramos Jiménez, 2009 : 169-182), réussit son tour de force de polariser le champ politique national autour d'un bilan politique chaviste accepté ou refusé *sans conditions*. Des partis originairement dans la constellation bolivarienne deviennent alors antichavistes et ses partisans en viennent à être considérés comme des « traîtres de la révolution » par l'apparatchik du PSUV, à l'instar du MAS (*Movimiento al socialismo*) de Petkoff. L'opprobre est également jeté à d'anciens membres cofondateurs de l'EBR-200, comme Baduel, ancien ministre de la Défense du gouvernement. L'opposition à Chávez réitère alors le geste unificateur du PSUV en constituant pour les élections parlementaires de 2010 une *Mesa de unidad* rassemblée autour de la commune aversion pour le « tyran démagogue » (Berjaud et Tarragoni, 2013).

Parallèlement à cette reconfiguration du champ politique selon la dichotomie « révolution-réaction » autour de la figure de Chávez, la radicalité devenue norme d'État sous-tend de nouveaux critères de recrutement des professionnels de la politique. Chávez, puis les cadres du PSUV, mettent en avant la dimension *idéologique* comme élément permettant de trancher entre un bon et un mauvais homme politique : une reconversion totale du taux de change du capital politique (Bourdieu, 2000) se met alors en place, le capital militant (Matonti et Poupeau, 2004-2005) et la loyauté au chef devenant les nouvelles propriétés distinctives de l'homme politique chaviste. Il s'agit par conséquent pour ces nouveaux « professionnels de la révolution » de se conformer à tout un ensemble

de codes idéologiques, marqueurs de conformité de la radicalité d'un parcours militant à la norme d'État⁶.

Que se passe-t-il au même moment chez ces acteurs populaires de la révolution que sont les militants de *barrio*? Un glissement est visible dans leur expérience militante entre les deux enquêtes de 2007 et 2011 : si, dans l'enquête de 2007, les acteurs mettaient en avant la signification politique profonde de la révolution pour leur trajectoire militante, comportant une nouvelle rupture biographique associée à l'«entrée en radicalité», quatre ans après c'est le temps de la désillusion et du retour sur soi. En 2011, les militants du *barrio* «23 de enero» ont été enrôlés dans des organismes idéologiques liés à l'État qui remettent en cause l'autonomie politique populaire, les *Salas de batalla electoral* (organismes de bataille électorale). Interrogés sur leur adhésion au PSUV, ils répondent majoritairement «être inscrits dans le parti sans militer», présentation de soi au principe de nombreuses formes de critique. Ils parlent souvent d'une révolution «trahie» par l'élite au pouvoir et mettent en avant leur compétence politique pour «sauver la révolution». Ils déplorent également la pénétration de l'idéologie et son cortège de divisions, dans une communauté populaire traditionnellement régie par le mythe de l'égalité et de la proximité. Ces militants radicaux ressentent de plus la nécessité de revenir sur leur engagement, que ce soit pour se le réapproprier, le décliner de manière critique envers l'État ou pour l'abandonner.

La révolution des militants populaires : de nouvelles bifurcations politiques

En étudiant les vingt-cinq entretiens et récits de vie des militants populaires du «23 de enero», la grande majorité d'entre eux actifs depuis les années 1980', le sociologue est confronté à deux bifurcations clairement entrelacées. D'une part, une bifurcation militante située au moment de leur entrée dans la guérilla, dans le parti communiste ou dans les organisations d'action catholique proches de la

-
6. Il en est ainsi de l'«égalité du travail manuel et intellectuel» autour de laquelle Luis Damiani, recteur de l'Université bolivarienne du Venezuela, axe sa présentation de soi dans un entretien avec l'auteur. D'autres codes idéologiques utilisés comme marqueurs d'une socialisation conforme à la profession d'«homme politique révolutionnaire» sont la valorisation acritique de la fusion civico-militaire et l'adhésion totale à la réécriture révolutionnaire de l'histoire nationale par Chávez, ou encore la légitimation des restrictions de la liberté des médias par Deronne, chef de production de la chaîne chaviste Vive-TV.
 7. Pour ceux dont le militantisme avait commencé avec le chavisme, l'étude des bifurcations recelait évidemment un moindre intérêt sociologique, dans la mesure où la continuité entre la radicalité «du début» et celle du présent de l'enquête ne se prêtait pas à questionnement. Au contraire, pour les militants dont l'engagement était antérieur au chavisme, on pouvait observer tout un ensemble de négociations heuristiquement fécondes pour saisir les dynamiques de radicalisation.

théologie de la libération. Dans cette première bifurcation⁸ de la trajectoire de l'acteur populaire, la radicalité constitue la modalité spécifique de socialisation politique. Leur « être radical » allie ici rupture de l'ordre politique et rupture dans la continuité biographique, le passage entre les deux opérant souvent par une radicalisation discursive (Gueniffey, 2000) et un désir d'action sociale contrarié par la répression policière. Les acteurs populaires veulent « travailler pour la communauté » en dépit de la répression ; ils se rapprochent pour cela d'organisations subversives, et ce rapprochement est conçu comme une « nouvelle naissance » où il faut combattre contre l'ordre politique existant, où les paroles assument de nouvelles significations, où le temps s'accélère.

Dans un deuxième moment, les acteurs réagissent à l'événement de la révolution bolivarienne, qui constitue pour nombre d'entre eux une deuxième *bifurcation politique*, capable de conférer un sens nouveau à leur trajectoire militante précédente : c'est désormais le temps d'« y voir clair », de relier un militantisme resté sans écho du côté du pouvoir avec l'ouverture de nouvelles opportunités politiques. Or ces deux bifurcations sont systématiquement reliées dans les récits de vie, les militants populaires relisant leur passé militant à l'aune de la nouvelle bifurcation bolivarienne.

Ainsi, dans son récit de vie, Lourdes fait état de sa double bifurcation politique : une première rupture militante subsumée dans l'entrée dans ces organisations de « jeunes progressistes » qui sombreront plus tard dans la guérilla, et une deuxième rupture par rapport à cette même « voie violente » qu'elle est amenée à abhorrer progressivement, et qu'elle construit de manière analogique à l'histoire du chavisme (refus de la violence putschiste et révolution par la culture et les urnes) :

Ont commencé alors les perquisitions, les contrôles policiers très durs... Ce n'était plus les répressions policières d'avant, c'était maintenant une vraie forme de répression surtout envers les groupes de jeunes qui avaient une manière de penser un peu gauchiste, pour nous à l'époque la pensée la plus progressiste... commence alors toute cette persécution à travers la police politique de l'État dans les *barrios* directement. [...] L'année 1976 a été très difficile, avec plein de persécutions, surtout dans la zone où j'habite. Certains copains étaient arrêtés, d'autres disparaissaient volontairement pour qu'ils ne les arrêtent pas [*rires*].

8. Nous entendons « bifurcation » au sens de Bessin, Bidart et Grossetti (2010), comme un tournant biographique relié à un événement et obligeant l'acteur à repenser la signification d'ensemble de sa trajectoire. Une bifurcation militante désigne ainsi l'ensemble des ruptures, des crises et des resignifications associées à l'entrée dans une carrière militante. Nous utilisons le terme de « bifurcation politique » dans un sens plus général : il s'agit du moment – et de sa signification subjective – où l'acteur situe son accès au politique, qu'il l'entende comme la découverte d'une citoyenneté, d'un « droit à avoir des droits », l'accès à une condition de publicité ou l'impression d'une ouverture de la structure des opportunités politiques. Ce concept se prête particulièrement à décrire, avec la méthodologie du récit de vie, les modalités de l'accès *au* politique des exclus de *la* politique, à l'image de nos acteurs de *barrio*.

On a changé de direction et de style d'organisation, dans mon cas concret par nécessité, j'ai dû changer de manière de travailler ouvertement avec les groupes politiques parce qu'on sentait que notre vie était fortement en danger. Alors j'ai commencé à travailler comme bibliothécaire dans le *Banco del libro*, qui est une organisation née en 1974, une organisation sociale, et j'ai arrêté de travailler à l'usine. Pour moi, cela a été une manière de m'en sortir très heureuse, et c'est là que je suis devenue révolutionnaire vraiment, parce que je suis restée liée au social et peut-être même plus directement, tout en restant à l'écart de la peur de ces répressions policières. Quand j'ai vu ce qui s'est passé avec le *Caracazo* après, en 1989, je me suis rendu compte de ce qu'avaient signifié pour moi ces répressions, cette peur, de comment j'avais dû changer ma manière d'être militante, tu vois. J'avais commencé la révolution, pour dire, en passant par la culture, parce que même si j'aimais bien la voie *guerrillera*, tout ça était trop dangereux. Et c'est un peu comme ça que Chávez a fait aussi sa révolution, non ? Il a abandonné la voie violente, pour essayer de faire changer les mentalités [Lourdes, bibliothécaire, 53 ans].

Souvent, en reliant les deux bifurcations, les acteurs font communier une rupture personnelle, afférente à l'espace familial ou en rapport au travail, et l'interpellation externe de la révolution bolivarienne : ainsi « on devient révolutionnaire » en reliant une rupture biographique, qui n'avait pas fait l'objet d'une signification *politique*, et un événement précis de la Révolution bolivarienne⁹ (le putsch avorté de 1992, une visite du président Chávez dans les *barrios* ou le « *por ahora* »). Roberto insiste par exemple sur sa « lutte personnelle » dans le travail, pour sa famille, qui n'acquiert un sens qu'au moment du putsch du lieutenant Chávez, qu'il a vécu de près car il travaillait à ce moment-là à l'IFA (Institut de sécurité sociale des forces armées nationales). Aussi est-il amené à mettre en parallèle le « 4-F¹⁰ » avec l'accident de sa femme, auquel il n'avait pas donné une signification politique auparavant : désormais, c'est cet accident qu'il place au carrefour de sa carrière de révolutionnaire, car il lui a permis de saisir l'importance d'un droit :

À la même époque du 4-F, ma femme a eu un grave accident de la route et elle est restée paralysée à vie. Moi, je militais déjà dans les associations communautaires. Alors j'ai essayé de voir si nous pouvions disposer d'une chaise roulante, et en effet rien. À l'époque du *puntofijismo*, il t'arrivait quelque chose, et t'étais bourgeois ou de classe moyenne, parfait, l'État-providence comme on l'appelle. L'État-providence qui n'existait que pour ceux qui n'en avaient pas besoin ; alors que pour les classes populaires, c'était l'arnaque. Il t'arrivait quelque chose, et t'étais seul. Bref, j'ai demandé à mes compagnons

9. On pourra mettre en perspective cette vision des bifurcations politiques avec celle défendue par la sociologie du militantisme. Ainsi Passy et Giugni insistent sur le fait que « plus la sphère de vie politique [du militant] est connectée à ses sphères de vie centrales, plus stable sera son engagement. Inversement, une sphère de vie politique isolée conduira probablement à une diminution ou à un retrait de l'engagement » (2005 : 123).

10. Le 4 février 1992, date du putsch devenu « 4-F » dans l'histoire nationale.

de l'association s'il était possible de bénéficier d'une prestation d'urgence, et rien. C'est alors que j'ai décidé de consacrer tous mes efforts au travail, pour maintenir ma famille qui avait besoin de moi, ma femme et mon fils, et à l'organisation communautaire, pour que tout le monde, au cas où, puisse disposer de quelque chose en cette situation d'urgence. C'était, à mon avis, le message du 4-F [Robert, technicien, 48 ans].

Zoulay devient « leader de cette révolution » à la mort de sa mère et suite à l'« appel bolivarien » d'une voisine, Delfina :

Ma mère est morte à cause de l'eau dans notre *barrio*, elle s'est tellement donnée pour le *barrio*, elle a tellement souffert du refus des autorités qui ne nous prenaient pas en compte qu'elle en est morte [...] Ainsi, quand Delfina est venue me dire : « Écoute, Zoulay, il faut faire quelque chose pour l'eau, il faut distribuer des tracts, faire quelque chose vraiment, s'engager davantage », j'ai répondu : « Oui, c'est pour ma mère. » Et c'est à ce moment-là que je suis devenue leader de cette révolution [Zoulay, femme au foyer, 42 ans].

Delfina met en relation de la même manière sa rupture professionnelle et l'« épiphanie » du « *por ahora* » dans la reconstruction de sa trajectoire de révolutionnaire :

Quand j'ai commencé à travailler pour la communauté, je pensais que j'étais seule, avec quelques camarades du *barrio* qui partageaient mon engagement. Je ne savais même pas que je faisais quelque chose de politique. Je voulais juste résoudre ce problème lancinant des maisons, des maisons qui n'étaient pas dignes, on dirait aujourd'hui. Mais à l'époque le gouvernement les considérait parfaitement dignes. Dignes de notre racaille. Puis un jour je revenais d'une journée horrible passée à discuter avec les gens du ministère pour enfin obtenir un rendez-vous avec l'ingénieur, et sur quoi je tombe ? Sur le « *por ahora* » à la télé. Je vois enfin quelqu'un assumer ses responsabilités pour les problèmes de ce pays. Ça a été pour moi une vraie révélation¹¹. Alors j'ai compris pourquoi j'avais abandonné mon épicerie, quatre mois avant. Je t'ai dit tout à l'heure que j'ai décidé d'abandonner ce travail éprouvant, parce que je voulais prendre du temps pour moi, que je n'en pouvais plus de ces rythmes et de subir des vols. Maintenant je pense que c'est parce que je devais me consacrer entièrement au travail pour la communauté, que mon destin était de devenir révolutionnaire [Delfina, femme au foyer, 51 ans].

Ces exemples témoignent d'une même logique profonde de la bifurcation révolutionnaire : l'entrée dans la révolution du militant populaire opère à travers l'analogie entre une vie personnelle, faite d'incidents biographiques sans dimension collective, et un contexte politique, qui donne à ces incidents une

11. Le « *por ahora* » de l'alors lieutenant Chávez, publicisant à l'échelle du pays une prise de responsabilité personnelle vis-à-vis d'un *putsch* avorté et la subversion radicale dans une démocratie désormais en perte de vitesse, constitue pour nombre de ces militants populaires une véritable « épiphanie » politique. Ces militants radicaux voient dans le « *por ahora* » chaviste la synthèse miraculeuse d'une traduction politique du *Caracazo* et d'une nouvelle parole alliant radicalité et responsabilité, éthique de la conviction et éthique de la responsabilité.

transcendance et qui « fait sens » pour l'acteur. C'est par cet ensemble d'événements de la révolution bolivarienne que les acteurs attribuent une dimension politique à des ruptures familiales (Robert, Zoulay), professionnelles (Delfina) ou même proprement militantes (Lourdes) qui avaient jalonné leur trajectoire antérieure. Le lien entre interpellation externe de l'événement et bifurcation personnelle est pensé, comme en témoignent particulièrement les extraits de Zoulay et de Delfina, par une greffe de l'imputation causale et de l'imputation téléologique, de la raison *because of* et *in order to* pour reprendre le langage phénoménologique (Schütz, 1987) : la mort de la mère ou l'abandon de l'épicerie, incidents biographiques dénués de sens politique, sont alors retraduits en « martyr à venger » ou en « abandon des biens matériels pour se consacrer à la communauté ». Les incidents biographiques *annoncent*, comme des signes d'une prédestination, la conversion révolutionnaire du militant ; cette dernière, devenue le présent de la narration, *explique* causalement l'incident passé.

Par ailleurs, c'est en repensant sa trajectoire à l'aune de la révolution bolivarienne que le militant devenu révolutionnaire se découvre capable de se recréer une identité politique. Comme le souligne Delfina de manière rétrospective, c'est son devenir révolutionnaire qui lui a fait découvrir un sens de la justice et une capacité à s'indigner. Les maisons pour lesquelles elle combattait en tant que militante n'étaient pas, à proprement parler, « indignes » avant sa conversion révolutionnaire, car son militantisme se situait dans un état infra-politique pensé comme une situation de domination, d'aveuglement. La dignité – « dirait-on aujourd'hui », ajoute-t-elle – est un produit de sa conversion, une nouvelle manière de voir les choses et de construire politiquement la réalité.

La révolution bolivarienne sert à accomplir cette conversion du soi militant, à apporter au « révolutionnaire en puissance » le langage de la rupture et de la resignification du monde : c'est à cela que se réfère Delfina avec l'idée d'une idéologie bolivarienne qui serait partout (car « tout est politique »), mais qu'il faudrait « voir » pour se l'approprier.

Si tu n'es pas prêt pour savoir ce qu'est une révolution, alors tu ne peux pas travailler pour la révolution [...]. Partout où tu vas, il y a de l'idéologie. Que tu la perçoives ou pas, cela dépend uniquement de toi. Mais les gens qui disent « Ah, cette idéologie est marxiste, léniniste, guevariste, fidéliste, chaviste. » Je peux voir tout ça selon mes nécessités et mes désirs. J'y vois ce que je veux. Mais il faut que j'y voie quelque chose. Car c'est ça, l'idéologie [Delfina, femme au foyer, 51 ans].

L'idéologie permet dès lors de répondre à la question : « À partir de quand, et de quel type de changement extérieur, vois-je une révolution dans ma trajectoire militante ? » Sans langage idéologique, l'acteur ne peut pas dire sa bifurcation car, *de facto*, il ne peut pas la situer dans sa trajectoire. Aussi l'idéologie permet-elle aux acteurs populaires de revenir sur cette même trajectoire en y repérant les indices biographiques d'une conversion : en les

mettant en récit, l'acteur se construit une nouvelle identité politique solidaire d'un éthos spécifique (Pudal, 1989).

RENÉGOCIATIONS DE LA RADICALITÉ :
PERMANENCES OU SORTIES DE LA RADICALITÉ ?

La cristallisation de la radicalité en discours d'État a produit un décalage intéressant chez ces mêmes militants populaires : la police étatique de la radicalité, distinguant « bon révolutionnaire populaire » et « traître de la révolution », critique légitime ou tentative réactionnaire, met les acteurs populaires dans la situation critique de justifier sans cesse leur radicalité face aux inefficiences qu'ils repèrent dans le chavisme. Aussi doivent-ils justifier leur rôle de « leaders de la révolution » face à un État qui tend à empiéter sur leur autonomie organisationnelle, qui ne finance pas les projets à temps, qui secrète une nouvelle élite, la « *boliburguesia*¹² ».

Le décalage entre la radicalité populaire et la doctrine radicale de l'État n'opère pas à partir de différends idéologiques, mais s'inscrit davantage dans la *possibilité même d'une critique* : à partir des obstacles bureaucratiques qu'ils perçoivent dans l'organisation populaire, ou d'une perte d'autonomie qu'ils ressentent, le statut de leur critique engage d'emblée une remise en cause et une explicitation devant le sociologue, le *facilitador*¹³ ou les voisins. Ainsi, les radicalisations populaires entrent dans un schéma à plusieurs sorties, où il peut y avoir du désir de conformité, de la routinisation ou de la critique ouverte. À ces trois issues des processus de radicalisation, on peut ajouter des voies plus « cachées » : la confrontation entre discours radicaux et pratiques observées envers l'État – par exemple les postures de dissimulation, l'assentiment de façade et l'ironie en privé – offrent une porte d'entrée intéressante pour l'étude de ces décalages.

Un premier carrefour critique à partir duquel expliciter de manière réflexive sa propre trajectoire de radicalisation par rapport à la police radicale de l'État porte sur la construction d'une inefficience perçue en « problème ». Devant le dilemme d'émettre une critique qui pourrait les renvoyer à l'identité de « traîtres », les acteurs populaires jonglent en permanence entre « preuve » ou « exception » dans le problème qu'ils perçoivent envers l'État. À partir d'un retour sur les éléments qui composent leur expérience quotidienne de

12. « Bourgeoisie bolivarienne », il s'agit de l'élite qui s'est progressivement formée autour de la révolution bolivarienne et qui réunit cadres de l'industrie pétrolière, cadres du parti, hauts fonctionnaires des ministères, recteurs des universités populaires, militants en vue des principales organisations sociales reliées au pouvoir.

13. Employé du MINCOM (*Ministerio de Comunas*, ministère de l'Organisation populaire) chargé de contrôler la bonne marche de l'organisation populaire, la bonne gestion de l'argent public dans les conseils communaux, et l'adéquation avec la doctrine idéologique de l'État, sous peine de se voir nier les financements.

l'État, les acteurs décident s'il faut creuser l'écart entre leur radicalité et la norme radicale de l'État ou insister sur une continuité de principe entre les deux.

*Stabiliser la radicalité :
radicalisation conforme et radicalisation pragmatique*

Dans le premier cas, celui de la construction de l'inefficience étatique (contrôle accru par les *facilitadores*, corruption gouvernementale, lenteurs dans le déblocage des fonds) comme « exception » qui n'infirme pas la règle d'une continuité postulée entre radicalité d'État et radicalité populaire, nous sommes dans le cas de figure des croyants de Festinger (1959) refusant la dissonance cognitive et persévérant dans la croyance. Cette « radicalisation conforme » réunit toutes ces situations où l'acteur populaire construit les écarts entre radicalité populaire et radicalité d'État comme *illusio* de perspective, ou comme manipulations des « ennemis du peuple » cachés parmi les voisins. Siomara, qui est également membre de la *Sala de batalla* de son quartier, affirme ainsi de manière péremptoire :

Des problèmes, nous en avons eu toujours. Ce que ne vous disent pas les antichavistes cachés dans le *barrio*, c'est que nous n'avons jamais eu autant d'argent, autant de considération de la part de l'État. Les antichavistes, il ne faut pas les écouter. Même chose quand ils vous disent que dans les *barrios* la violence a augmenté. Au contraire, la violence a diminué. Ce sont des manipulations statistiques qui leur permettent de dire une chose pareille. Notre président, le père du peuple vénézuélien, a fait baisser la délinquance [Siomara, employée du commerce informel, 41 ans].

Dans le deuxième cas de figure, celui de la construction des écarts entre les deux radicalités comme « preuves » d'une critique à émettre envers l'État, les acteurs se trouvent dans l'obligation inconfortable de faire un dernier effort de réflexivité. Ils se doivent alors d'explicitier leur rapport problématique avec l'opposition antichaviste, tout en essayant de maintenir une cohérence identitaire. Afin de maintenir un équilibre entre leur radicalité et la norme étatique, les militants peuvent dès lors affirmer une consonance profonde « malgré » les preuves et tenter la voie de la négociation cognitive, ou emprunter le chemin de la dissonance. À partir de ce nouveau carrefour cognitif, celui de la « dissonance » entre radicalité d'État et radicalité populaire assise sur les « preuves », les acteurs radicaux peuvent soit négocier entre radicalités, soit sortir définitivement de la radicalité chaviste.

Examinons la première possibilité, que nous définissons comme radicalisation « pragmatique ». Les acteurs souhaitant rester « révolutionnaires » au sens de l'État admettent pour cela l'existence de formes de dégénérescence de l'élan originaire, mais se fient souvent à la personnalité charismatique de Chávez pour résoudre ces problèmes. Une solution alternative à la contradiction entre

reconnaissance des preuves et affirmation d'une consonance profonde entre radicalités peut passer par l'obliquité cognitive (Passeron, 1970 : 23), à savoir cette sorte d'« adhésion à éclipse » de l'acteur populaire (Hoggart, 1970 [1957]) qui essaie de « ne pas voir » la contradiction. Nous en trouvons un exemple dans cette réponse de Tomás à un *facilitador*, durant une querelle publique sur l'acceptation de la part du *barrio* de financements venant de la *Fundación Polar* (parti de l'opposition). Tomás fait comme si la contradiction entre « être révolutionnaire » et « accepter des financements de l'opposition » n'existait pas¹⁴ :

L'argent arrivera. Nous en sommes sûrs. Mais bon, ça a toujours traîné, dès lors que nous dépendons de l'État, certes un État devenu bon, mais toujours un État. Je voudrais qu'il n'y ait plus de conflits politiques... entre leaders politiques, je dis, parce que c'est ce qui est en train de détruire nos communautés. Qu'ils soient rouges (chavistes), verts (sociaux-chrétiens), blancs (sociaux-démocrates), jaunes ou bleus, nous devons accepter l'argent qui vient à la communauté. Qu'il provienne du ministère ou de la Fondation Polar [antichaviste], ce doit être la même chose pour nous. Parce qu'après tout, c'est nous qui décidons, c'est nous qui en faisons quelque chose de révolutionnaire [Tomás, retraité, 62 ans].

Une dernière voie de négociation pragmatique est enfin celle de la routinisation, où l'acteur, tout simplement, ne veut pas cesser de croire (Weber, 1996 : 167-328). Nous en trouvons un exemple chez Delfina qui, nous faisant part des « obstacles » que l'État chaviste crée contre l'organisation communautaire, s'empresse de préciser :

Bien sûr, il y a des obstacles. Il est difficile de se faire financer un projet. Il y a des lenteurs, il y a toute sorte de choses. Mais nous devons croire dans la révolution, car nous n'avons jamais eu un président si bon. Alors certes il y a toujours des imperfections, des choses à améliorer. Mais ici il s'agissait de changer tout un système politique, toute une démocratie. Et nous avons lutté pendant vingt ans pour que cela soit possible. Nous en avons rêvé avant Chávez. Et maintenant que quelqu'un a écouté nos rêves, il faut que nous continuions à y croire, pour que ce soit possible de bâtir les *barrios* socialistes et tout le reste [Delfina, sans profession, 51 ans].

14. Dans l'expérience populaire, la stratégie et l'intérêt occupent une place fondamentale, à côté d'autres raisons d'agir, comme l'intégration communautaire et la subjectivation. Cependant, si une part d'intérêt personnel (ou collectif, on parle d'argent pour des projets *communautaires*) peut être décelée dans l'extrait et imputée à la trajectoire militante de l'acteur, il convient de souligner que sa traduction en argument varie au cas par cas. Ces arguments ont leur logique propre, comme le montre une sociologie des critiques ordinaires (Boltanski et Thévenot, 1991). Ainsi on peut être militant par intérêt, et on l'est souvent (avec d'autres raisons de l'être), mais face à la nécessité de justifier des choix politiques qui engagent l'individu et son identité d'autres logiques argumentatives entrent en ligne de compte.

*Sorties de la radicalité :
déradicalisation autonome, réactionnaire ou critique*

Dans un deuxième cas de figure, l'acteur peut vouloir affirmer une dissonance profonde entre radicalité personnelle et norme étatique. Ici, l'acteur est obligé d'accomplir un dernier tour de force critique et réflexif, qui engage son identité profonde en tant qu'acteur radical. Il se situe sur la ligne de crête d'une désidentification politique potentiellement très douloureuse, car il lui incombe de répondre à une dernière question : « suis-je encore radical ? » S'il répond *oui*, il doit repenser les formes de cette radicalité *contre* la radicalité d'État, mais également contre l'opposition, qu'il a toujours combattue et par rapport à laquelle il a construit sa bifurcation révolutionnaire. Nous sommes alors dans le cas de figure de la « radicalisation autonome », qui est souvent, en raison de l'inappétence de l'apparatchik chaviste pour les critiques « internes », une hyper radicalisation. Leur nouveau statut d'*outsider*, de déviant politique, permet à ces acteurs d'émettre des critiques qui ne seraient pas tolérées pour les radicaux bolivariens « conformes ». Malgré leur nouvelle autonomie, la parole de ces déviants de la radicalité, se définissant désormais *contre* la norme chaviste, demeure complètement inaudible. Ainsi en est-il de Jesús, ancien leader communal et directeur de l'école élémentaire du *barrio*, qui nous confie avoir subi une « discrimination idéologique » :

Quand je pense que la révolution nous divise, nous place les uns contre les autres, quand je vois les ministres qui gagnent des millions alors que nous, leaders communautaires, nous travaillons *ad honorem*, eh bien, j'ai envie de tout quitter, d'abandonner tout ce que la révolution m'a donné. Ici la révolution n'a pas fonctionné, il faudrait une vraie révolution, une autre révolution, la révolution des mentalités. Alors quand on me demande : « Tu es chaviste ? » Moi, je réponds : « Non, je ne suis plus chaviste. » J'ai envie de croire en quelque chose qui peut se réaliser ; maintenant, je suis plus chaviste que Chávez [Jesús, directeur d'une école élémentaire indigène dans la Sierra del Perijá, 48 ans].

Les acteurs empruntant la voie de la déradicalisation autonome restent chavistes, mais leur rapport au chavisme est désormais externe : ils se disent désormais « plus chavistes que Chávez ».

Si l'acteur répond *non* à la question du maintien de la croyance radicale (« Suis-je encore radical ? »), son opposition à la norme étatique est totale. L'ancien militant révolutionnaire se déradicalise en sombrant parfois dans l'apathie politique, en venant grossir les files de « ceux qui ne participent pas » dans les quartiers populaires. La solution de la déradicalisation comme dépolitisation est la plus simple car, afin de ne pas éprouver une désidentification par rapport à son ancienne identité radicale, l'acteur se réfugie dans un fatalisme et une apathie de principe qui le préservent de remises en question plus profondes. En cas de refus de la démobilisation, plusieurs possibilités s'offrent à lui : l'acteur peut s'engager dans un processus de « déradicalisation réactionnaire »,

en se définissant désormais comme antichaviste. Autrement, phénomène sociologiquement plus intéressant, il peut s'engager dans un processus de « déradicalisation critique », en élaborant les catégories politiques de sa « sortie de la radicalité », comme dans le cas de Francisco qui s'explique sur sa progressive déradicalisation solidaire d'une redéfinition plus spontanéiste de « démocratie » :

Cette communauté était plus unie quand il n'y avait pas de *Consejos comunales*. Au début j'y ai cru, mais quand j'ai vu les conséquences, je me suis éloigné de tout ça. Maintenant, je pense que nous avons besoin d'une alternative plus démocratique, parce que ces gens-là sont totalitaires. Totalitaires. La démocratie dont nous avons besoin doit vraiment venir d'en-bas [Francisco, ouvrier, 53 ans].

En observant sa position dans le Conseil communal, nous avons pu comprendre comment l'organisation, de plus en plus conforme à la norme radicale chaviste, réagit à ces formes de déradicalisation. Francisco et Jesús participent en effet activement aux assemblées communautaires, prennent souvent la parole et leurs positions sont discutées. Aussi, une hypothèse de lecture se dessine : les « déradicalisations autonomes » et « critiques » sont mieux acceptées par l'organisation que les « déradicalisations réactionnaires », assimilées à des *exit*. L'étiquetage de « déviant » est davantage opérationnel pour ces derniers, qui se rallient à la bannière idéologique opposée, que pour les *challengers* internes, même si ceux-ci ne se reconnaissent plus chavistes. Le triptyque d'Hirschman *exit-voice-loyalty* se prête bien à l'analyse de ces relations entre radicalités populaires et organisation : les cas de radicalisation conforme ou pragmatique entrent dans le type de la *loyalty* ; en cas de sortie « réactionnaire », l'acteur suit la voie de l'*exit* ; en cas de sortie « autonome » ou « critique », enfin, il fait preuve de *voice* (1995).

CONCLUSIONS : POUR UNE SOCIOLOGIE DES PROCESSUS DE RADICALISATION POLITIQUE

Les processus de radicalisation questionnent directement, nous l'avons vu, le concept de *bifurcation*. L'accès au politique – donc l'attribution d'une signification politique à une existence et à une trajectoire sociale, à partir d'un événement déclencheur – et la montée en radicalité coïncident souvent dans les entretiens, qu'il s'agisse du premier *turning point* radical des acteurs ou de la bifurcation bolivarienne.

Cependant, la radicalisation apparaît comme une bifurcation politique spécifique où la nouvelle identité est perçue comme difficilement réversible et questionnable. Elle implique en effet l'endossement d'une croyance « totale » et une reconversion identitaire. Cette perception maximisée de l'irréversibilité explique la fréquence plus importante des « radicalisations conformes » et des « radicalisations pragmatiques » dans notre échantillon empirique : plus l'acteur

s'éloigne dans le questionnement réflexif de ses propres croyances politiques, plus la dissonance cognitive devient insupportable, et l'identité personnelle se déstabilise. Pour éviter le conflit identitaire, les acteurs (minoritaires dans notre échantillon et souvent dotés de capitaux culturels, scolaires et militants plus importants) qui remettent en question de manière « radicale » la croyance radicale doivent soit repartir « de zéro », recommencer leur vie sociale avant l'entrée en radicalité, soit se recréer une nouvelle identité à partir d'une deuxième bifurcation qui annule la précédente. La sociologie des processus de radicalisation apporte ainsi quelque chose à la sociologie des bifurcations : loin d'être un processus social dénué d'implications identitaires, la bifurcation pose des dilemmes identitaires nouveaux et oblige les acteurs à revenir de manière réflexive sur leur trajectoire. C'est dans ce retour que se joue une part fondamentale du sens politique des acteurs populaires, à savoir d'une capacité critique que les analyses en termes de « penchant naturel pour la violence, l'autoritarisme et la radicalité » des classes populaires rendent incompréhensible.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

Le Venezuela chaviste est aujourd'hui l'une des avant-gardes de la radicalité globale. Mais si l'on se recentre sur les bifurcations politiques des acteurs, quel type de reconfigurations identitaires trouve-t-on entre une radicalité bolivarienne tendant à intégrer une doctrine d'État et des redéfinitions incessantes de la radicalité en milieu populaire, parmi l'électorat de Chávez ? Quels processus de radicalisation s'offrent au regard du sociologue dans les quartiers populaires des *barrios* ? Interroger les dynamiques de radicalisation, impliquant de nouvelles « entrées » et « sorties » de la radicalité en milieu populaire, sera ainsi l'occasion de jeter un éclairage inédit sur les rapports ordinaires des « dominés » au politique.

Today, Chavist Venezuela is at the forefront of global radicalism. However, if we refocus on the political bifurcations of the actors involved, what kind of identity reconfigurations do we find between a Bolivarian radicalism that tends to integrate a doctrine of State and never-ending redefinitions of popular radicalism, among Chávez's supporters? What radicalization processes can a sociologist discern in the working-class areas of the barrios? Questioning the dynamics of radicalization that involves new "inputs" and "outputs" of radicalism in a working-class context is an opportunity to cast a new light on how the "dominated" usually relate to politics.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARENAS, Nelly et Luis CALCAÑO. 2006. *Populismo autoritario*. Caracas, Cendes.
- BERJAUD, Clémentine et Federico TARRAGONI. 2013. « Un peuple peut-il survivre à son président ? Représentations vénézuéliennes de l'élection en milieu populaire », *Problèmes d'Amérique latine*, 87.
- BESSIN, Marc, Claire BIDART et Michel ROSSETTI. 2010. *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*. Paris, La découverte.
- BOLTANSKI, Luc et Laurent THÉVENOT. 1991. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard/nrf.

- BOURDIEU, Pierre. 2000. *Propos sur le champ politique*. Lyon, PUL.
- COLLOVALD, Annie. 2004. *Le «populisme du FN». Un dangereux contresens*. Paris, Croquant.
- COLLOVALD, Annie et Brigitte GAÏTI. 2002. *La démocratie aux extrêmes*. Paris, La dispute.
- FESTINGER, Leon, Henry RIECKEN et Stanley SCHACHTER. 1993 (1959). *L'échec d'une prophétie*. PUF.
- GUENIFFEY, Patrick. 2000. *La politique de la terreur*. Paris, Fayard.
- HIRSCHMAN, Albert O. 1995 (1970). *Défection et prise de parole*. Paris, Fayard.
- HOGGART, Richard. 1970 (1957). *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris, Éditions de Minuit.
- IRWIN, Domingo et Frédérique LANGUE. 2005. *Militares y poder en Venezuela*. Caracas, UCAB/UPEL.
- LACLAU, Ernesto et Chantal MOUFFE. 1987. *Hegemonia y estrategia socialista*. Madrid, Siglo XXI.
- LANGUE, Frédérique. 2002. *Hugo Chávez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*. Paris, L'Harmattan.
- MATONTI, Frédérique et Franck POUPEAU. 2004-2005. «Le capital militant. Essai de définition», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155 : 4-11.
- MÜLLER ROJAS, Alberto. 2001. *Época de revolución en Venezuela*. Caracas, Solar.
- PASSERON, Jean-Claude. 1970. «Présentation», dans Richard HOGGART. *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris, Éditions de Minuit : 7-26.
- PASSY, Florence et Franco GIUGNI. 2005. *Le désengagement militant*. Paris, Belin.
- PIZZORNO, Alessandro. 1995. «Les difficultés du consociativisme», *Politix*, 8, 30 : 91-112.
- PUDAL, Bernard. 1989. *Prendre parti*. Paris, FNSP.
- RAMOS JIMÉNEZ, Alfredo. 2009. *El experimento bolivariano. Lideazgo, partidos, elecciones*. Merida, ULA.
- SCHÜTZ, Alfred. 1987. *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*. Paris, Méridiens Klincksieck.
- TARRAGONI, Federico. 2012. «Conspirationnisme, anti-impérialisme et nouveau populisme : comment les "théories du complot" politisent le social au Venezuela de Chávez», *Raison publique*, 16.
- WEBER, Max. 1996 (1904/1915). *Sociologie des religions*. Paris, Gallimard.